Madame l’Inspectrice d’Académie,

Ce qui se passe est inédit :
Si votre projet de carte scolaire voit le jour, aucune ouverture de classe ordinaire n’adviendra dans le département à la rentrée, et aucune réserve ne permettra le moindre ajustement de rentrée.
Comme nous l’avons dit pourtant, même cette dotation vous permettait de mettre en œuvre un projet qui répartisse les moyens de manière à réduire les inégalités sur le territoire.
C’est d’ailleurs ce qu’attendent de votre part les équipes sur le terrain, car elles sont naturellement sensibles aux injustices, contrairement à vous.
D’une manière complètement déconnectée du terrain, et conditionnée par les références des Bouches du Rhône dont nous n’avez pas su vous défaire pour vous adapter aux réalités locales, vous avez choisi de manière tout-à-fait arbitraire des critères qui ne sont pas pertinents pour jauger les situations. Il est absurde d’exclure par principe les écoles rurales comme celles de quatre classes des discussions, et de retenir les moyennes communales pour le tiers des écoles restant. De plus, en considérant chaque commune comme une grande école, il faut encore supprimer plus de la moitié de ces cinquante école. On fait la carte scolaire sur 25 écoles.
Cette ligne vous conduit à des fermetures dont il suffit de regarder vos propres documents de travail pour se rendre compte qu’elles sont non fondées. On pense notamment à l’école Langevin des Mées ou à celle des Arches, où, quoi que vous en disiez, l’ouverture d’une UEEA a bien été présentée comme un moyen de préserver une classe, ce qui discrédite encore plus la parole des IEN.

Votre projet de supprimer les spécialisations des CPD est contraire à la circulaire ministérielle n° 2015-114 du 21-7-2015, qui stipule que « leurs actions se concentrent sur un domaine d'enseignement pour lequel ils et elles possèdent une qualification reconnue par une option du CAFIPEMF ». Cette obsession du français et des maths caractérise la vision rabougrie de l’école portée depuis Blanquer et ses épigones jusqu’aux programmes des partis d’extrême-droite. Un front uni de tous les tenants d’une école progressiste et émancipatrices doit s’y opposer avec force.
Ce projet va de pair avec votre volonté de supprimer la brigade de formation continue, dont chacun sait qu’elle va encore dégrader ce qu’il en reste.

Les personnels présents dans les écoles, enseignant·es adjoint·es et directeur·ices, AESH, membres des RASED, sont quotidiennement dévoués à leurs élèves et à la haute idée qu'ils se font du service public (au prix trop souvent d'une détresse et d'une souffrance sur lesquels nous n'avons de cesse de vous alerter).
Votre projet montre à quel point ils sont les seuls dans notre institution à porter cette ambition.